



projection

RÉSEAU DE PROFESSIONNELS JUNIORS

Crise sociopolitique et sécuritaire au Sahel

— Comment agir sur le terrain?

Compte-rendu de la rencontre « transfert d'expériences » entre jeunes professionnels et expert du secteur

Date : 11 octobre 2012

Lieu : Café Le Voltigeur, Paris 11e

Intervenant : Jean-Bosco Bazié

1. Présentation de l'intervenant

Jean-Bosco Bazié est le Directeur général adjoint de l'ONG «Eau Vive» et dirige le Bureau Afrique de la Direction générale de l'organisation, situé à Ouagadougou au Burkina Faso. Dans cette position il s'occupe particulièrement de la coordination stratégique des programmes d'«Eau Vive» en Afrique.

M. Bazié est également Secrétaire général associé pour l'Afrique au Secrétariat international de l'Eau et Coordonnateur général du Cercle pour la Culture du Leadership dans le Sanguié, sa province natale au Burkina Faso. Il est diplômé en ingénierie de la recherche et d'exploitation des eaux souterraines et titulaire d'un Master en sociologie du développement de l'Institut d'Etudes du Développement Economique et Social de l'Université de Paris 1, la Sorbonne.

2. Problématique

Le 15 septembre 2010, sept personnes sont prises en otage au Niger, à Arlit, site abritant une mine à ciel ouvert d'uranium exploitée en partie par Areva. Parmi les otages, cinq Français, un Togolais et un Malgache. Ils seraient aujourd'hui retenus au Mali pour la plupart.

En janvier 2011, deux jeunes français ont été enlevés dans un restaurant de Niamey, capitale du Niger, puis ont trouvé la mort lors de l'intervention militaire tentant d'arrêter le convoi avant son arrivée dans le désert malien. Enfin, deux autres français ont également été enlevés au Mali le 24 novembre 2011. Ces différentes prises d'otages ont été revendiquées par Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi).

Toujours au Mali, le 22 mars 2012, le Président Amadou Toumani Touré est renversé par une junte militaire lui reprochant son incapacité face à la « rébellion touareg ». Afin de « rétablir l'ordre constitutionnel », les putschistes créent le Comité national pour le Redressement de la Démocratie et la restauration de l'Etat. Dans cette situation politique instable, une entente entre groupes indépendantistes touaregs, regroupés au sein du Mouvement national de Libération de l'Azawad (MNLA), et les islamistes radicaux au travers des trois groupes, Ansar Dine, Aqmi, et Mujao, leur permet de prendre aisément le contrôle d'une grande partie du Nord-Mali.

Si cette situation sociopolitique et sécuritaire délicate dans la zone sahéenne et spécifiquement au Mali et au Niger inquiète la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la communauté internationale, les acteurs et praticiens du développement s'interrogent également sur son impact sur leur action de terrain.

Quelle est la situation réelle sur le terrain ? Quelles sont les perspectives d'évolution dans la zone ? Doit-on / peut-on continuer à agir dans ces pays pour développer les projets d'accès aux services essentiels ? Et si oui, comment ?

Pour évoquer ces questions, le réseau Projection a proposé à ses membres un entretien privilégié avec Jean Bosco Bazié qui est retranscrit dans ce compte-rendu.

3. Point de vue de M. Bazié sur l'origine de la crise et ses solutions

Jean-Bosco Bazié : Le premier point à prendre en considération est le caractère non exceptionnel de cette crise. Ce n'est pas la première fois que les touaregs se soulèvent contre le système politique. La première rébellion date d'ailleurs de 1963.

Cette situation est inhérente à la sociologie des peuples qui habitent les pays africains. Le sentiment de cohésion nationale dans la zone sahéenne est une question délicate. Les Etats sont composés d'ethnies ou de tribus plus ou moins autonomes, ou se considérant comme tel, qui, d'une part ne comprennent pas et ne se reconnaissent pas dans l'idée de la nation et d'autre part, ne sont pas toujours intégrées de manière inclusive dans les organes de l'appareil d'Etat. Les frontières n'ont par ailleurs que peu d'importance aux yeux de ces populations dont la zone de résidence et d'influence s'étale souvent sur deux Etats, voire plus. L'organisation du pouvoir y est également différente de celle que l'on connaît en « Occident », pyramidale, taylorienne. La « classe dirigeante » de ces entités peut être composée de plusieurs « chefs », responsables de problématiques très particulières : chef de terre, responsable des alliances, responsable des funérailles, etc.

Pour ce qui est du nord Mali, comme dans d'autres pays d'ailleurs, le processus d'indépendance a donné lieu à des négociations, des consultations, qui ont abouti à une acceptation commune de rattachement de la zone au reste du pays. Mais la très faible connaissance mutuelle et le manque de communication entre différentes communautés, tribus, est un frein à la connaissance mutuelle, à l'apprentissage du mieux vivre ensemble, à la participation à l'exercice du pouvoir, au développement politique et économique. A titre d'exemple, pour favoriser l'intégration économique de la zone nord du pays, la filière chameau pouvait être un bon objet (commerce du lait de chameau, de la viande de chameau, etc) qui pourrait constituer un avantage comparatif de la zone. Cela n'a pas été pensé et soutenu. Ainsi, ces tribus se sentant lésées et mises à l'écart d'un système économique national peuvent saisir des opportunités qui ne sont pas toujours licites. C'est l'absence de communication, de souci d'intégration (à la base de l'identité nationale) qui freine le développement économique des pays de la région.

La crise libyenne marquée par la déferlante d'armes de tous genres dans la zone sahéenne et, par extension, l'exacerbation des tensions interethniques, n'a fait qu'accélérer un processus qui était inévitable.

La solution à ce cycle de crises réside alors dans la prise de conscience de deux concepts fondamentaux : la Nation et l'Etat. Il est nécessaire que les populations travaillent ensemble pour co-construire et partager l'appartenance à une même nation et établir un système qui satisferait les intérêts de chacun, caractérisé par la démocratie et la recherche du développement économique et social pour tous. Si l'économie reste au point mort et que les besoins essentiels (accès à l'eau potable, à l'école, aux soins de santé, etc) ne sont pas satisfaits, la frustration s'accroît. L'extrémisme religieux notamment, se nourrit de cette frustration. Ainsi, la sécurité nationale (et donc de la sous-région) dépend du système politique et du développement économique.

4. Questions/réponses

On peut avoir l'impression que la situation entraîne la zone sahélienne dans une spirale infernale. Comment pensez-vous qu'elle puisse se relever ?

Jean-Bosco Bazié : Le maître-mot est la « progressivité ». Il y a une réelle demande de réajustement de la manière dont l'élite dirige. Les populations sont frustrées car les besoins de base ne sont pas satisfaits. Les privilèges existent encore. Tout ceci mène inévitablement à l'explosion. Il faut avoir le courage politique de vouloir créer la Nation. C'est la première étape. Les moyens d'y arriver peuvent être pensés et modulés par la suite.

C'est un processus qui prendra du temps. Il faut d'une part, que les populations prennent conscience de l'importance d'une harmonie interethnique et de la nécessité de former une nation (en redonnant confiance en l'éducation par exemple), et d'autre part, que les dirigeants s'ouvrent à la société, pensent au peuple, adoptent une politique transparente, et, surtout, mettent en débat les sujets et les projets de société.

En 2011, une partie significative de la population d'Afrique de l'Ouest était, dans le même temps, pro-Kadhafi et pro-Ouattara. Cette contradiction semble démontrer une appétence pour les intérêts économiques et une négligence des intérêts humanitaires. Comment expliquez-vous cela ?

JBB : Les conflits d'intérêts sont bien sûrs nombreux lorsqu'il s'agit de ressources naturelles, d'armes, de drogue, ou de n'importe quel trafic lucratif. De plus, la corruption des militaires (les armées étant gangrénées par l'appât du gain) ne facilite pas la prise de position objective.

La question qu'il faut se poser n'est pas celle des intérêts individuels, mais bien celle de l'intérêt collectif. Ces personnes qui gagnent en « écrasant » les autres, pourraient très bien gagner autant en aidant les autres à gagner plus aussi.

5. Point de vue de M. Bazié sur l'impact de la crise sur le terrain

JBB : Suite à l'insurrection malienne nous avons suspendu nos activités pendant deux semaines mais tous nos projets au Niger, au Burkina Faso, et au Mali sont maintenus. Il est

évident que nous devons être d'autant plus attentifs au respect des mesures de sécurité. Nos équipes sont composées uniquement de locaux.

Il y a bien sûr une réorganisation importante de nos missions à effectuer mais il ne faudrait pas que nos partenaires, qui ne dissimulent pas leurs craintes, cessent de nous soutenir. Les pouvoirs publics français sont actuellement très hésitants.

Il y a une absolue nécessité, aujourd'hui plus qu'hier, de mener des actions de solidarité. Face à la situation, il serait irresponsable de faire machine arrière. Une fuite constituerait ni plus ni moins que l'échec de notre mission.

Par ailleurs, l'idée d'une intervention militaire est à proscrire. Le travail qui doit être fait est d'aider les populations à former une nation et à accepter à vivre ensemble. Une société civile forte, un secteur privé dynamique, et un système politique animé, sont la base d'un Etat stable.

6. Questions/Réponses

Comment arrivez-vous à travailler avec toutes les parties prenantes pour répondre aux besoins des populations et ce, sans être instrumentalisé ou en opposition avec les autorités officielles ou autoproclamées ?

JBB : Le caractère apolitique des ONG permet justement de pouvoir dialoguer avec tout le monde et d'être productif. C'est la stratégie d'Eau Vive.

Toutefois, le terme « apolitique » n'est pas pertinent dans la réalité. Car Eau Vive a une mission politique. L'objectif est de sensibiliser les populations à la citoyenneté, à l'organisation de l'Etat et de la Nation. Le terme « non partisan » serait plus approprié.

Comment sont formés les acteurs locaux et comment arrivez-vous à convaincre vos partenaires de continuer à vous soutenir ?

JBB : Il n'y a aucun expatrié occidental au sein d'Eau Vive en Afrique. Nos équipes sont composées uniquement de locaux, préalablement formés, détenteurs de diplômes d'ingénieurs ou de techniciens pour la plupart. C'est une décision que nous avons prise au début des années 90. Nous pensons que cette stratégie favorise l'intégration.

En ce qui concerne la conviction des partenaires, la première étape est de se convaincre soi-même. La plupart des acteurs institutionnels français ne connaissent pas la réalité du terrain

Justement, la France ne bénéficie pas d'une image positive et toute action directe ou indirecte d'acteurs français semble menacée. Comment pouvons-nous travailler ensemble et qui pouvons-nous envoyer sur le terrain ?

JBB : La France a un passé qui joue en sa défaveur. Outre la colonisation, la relation qu'elle entretient avec certaines classes dirigeantes africaines peut être mal interprétée. Sa présence diplomatique dans les territoires africains est également perçue d'un mauvais œil, car elle n'en profite que très peu pour se rapprocher de la population locale et en comprendre le vécu et les préoccupations. Il me semble que la France mène une coopération bureaucratique sans ancrage avec les réalités locales.

En revanche, les ONG et les acteurs du développement ont une image plus valorisante. Ils mettent en place des projets voulus et appropriés par des acteurs locaux. Lorsqu'une ONG lutte contre la crise alimentaire, elle est félicitée, lorsqu'il s'agit de l'Etat, on parle d'ingérence.

Le temps de la *Françafrique* est révolu. Il y a d'autres alternatives pour que la France puisse porter des messages et influencer sur la zone : l'ONU par exemple, ou à un degré moindre, l'Union européenne.

Sur le terrain, les interlocuteurs sont nombreux pour les acteurs français du développement. Outre les ONG locales, ils peuvent profiter du développement de la décentralisation et prendre contact avec les autorités municipales ou communales qui ont montré leurs preuves dans le cadre d'actions de coopération décentralisée.

7. Conclusion

La crise sociopolitique et sécuritaire au Sahel suscite de nombreuses interrogations, non seulement quant à l'avenir politique des pays concernés, mais également à l'avenir des projets de développement menés dans la région par les ONG et associations françaises et internationales.

Jean-Bosco Bazié, Directeur général adjoint d'Eau Vive et directeur du Bureau Afrique, estime que ces circonstances nécessitent une solidarité plus importante et une action continue des ONG. Pour cela, les missions doivent nécessairement être réorganisées et les mesures de sécurité scrupuleusement respectées. En ce qui concerne la France, si une présence trop marquée pourrait être assimilée à de l'ingérence, son soutien doit être renouvelé voir même renforcé pour consolider les actions de solidarité dans la zone. Il s'agit d'une opportunité, certes malheureuse, pour que les Africains puissent se sentir réellement maîtres de leur destin. En collaboration avec des acteurs locaux et le soutien des acteurs internationaux, ils doivent aujourd'hui construire leur avenir autour des concepts de « nation » et d'« Etat ».

Etaient présents à cette rencontre :

Prénom, Nom	Structure	Email
Céline Hervé-Bazin	Consultante	celinehervebazin@gmail.com
Mamoudou Mouctar		m_moctar1@yahoo.fr
Mathieu Jequece	Aquassistance	mjequece@gmail.com

Catalina Duque Gomez	LATTS	catalinaduquegomez@gmail.com
Camille Niaufre	Fondation Chirac	cniaufre@gmail.com
Nathalie Frayssinet	EVESA	nathalie.c.frayssinet@gmail.com
Amélie Boissonnet	Eau Vive	amelie.boissonnet@eau-vive.org
Lionel Goujon	AFD	goujonl@afd.fr
Gwénola Michel	Suez Environnement	gwenolamichel@hotmail.fr
Mounir Jamaï	Solidamoun	mounir.jamai@laposte.net
Anne-Sophie Ouedraogo		annesophie.ouedraogo@gmail.com
Denis Désille	pS-Eau	desille@pseau.org
Jihane Rangama	pS-Eau	rangama@pseau.org
Bastien Arville		bastien.arville@zoho.com
Jean-Hugues Hermant	Projection	jean-hugues@reseauprojection.org

La discussion continue !

N'hésitez pas à nous faire parvenir vos remarques, vos idées, ou vos propositions :

Directement sur notre site Internet :

Ou par mail : info@reseauprojection.org